

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Questions préliminaires (*Boris Souvarine*) -- La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*). -- La Semaine Internationale (*Robert Pelletier*) -- Pour le Front Unique (*Oscar Bloch*). -- Anciens buts, Nouvelles voies (*G. Zinoviev*).

Documents sur le Front Unique (*Alex Guillaum*). -- Projet de Thèses pour le Front Unique Révolutionnaire. -- Les Mensonges d'Amsterdam (*L. Losovsky*). -- Syndicalistes et Communistes en France (*J. Humbert-Droz*).



Un Meeting, place Ouritsky, à Pétrograd



DANS LA RUSSIE DES SOVIETS. — La cavalerie sur la Place Rouge de Moscou

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

Moscou, le 16 janvier 1922.

DANS *l'Humanité* du 1^{er} janvier, Marcel Cachin a écrit : « Il (le Parti) reste ouvert à la critique la plus aigüe et la plus impitoyable des idées. Il déclare qu'il ne veut plus à aucun prix de querelles d'ordre personnel. »

Précisément. J'ai en effet l'intention de participer à cette critique aigüe et impitoyable des idées. Dans ces derniers mois, j'ai en deux ou trois circonstances (pas plus, ainsi que la collection de nos journaux en témoigne) fait la critique de certaines idées, ou de certaines attitudes politiques, ou de certain travail politique, ce qui me semble être tout un. J'ai donc usé dans une extrêmement faible mesure d'un droit que proclame le directeur de *l'Humanité* à la première colonne de la première page du premier numéro de l'année de notre journal officiel, avec cette différence cependant que

ma critique n'avait rien de particulièrement aigüe et surtout d'impitoyable.

Mais, je suis tout à fait partisan de rendre désormais la critique aigüe et surtout impitoyable. Impitoyable, elle le sera. Mais ce qu'elle ne sera pas ici, dans ce journal, c'est hypocrite, venimeuse, empestée de mensonges et de calomnies, à la manière de certains faiseurs de diatribes dont il sera question ouvertement dans un autre article, celui-ci concernant une toute autre catégorie de contradicteurs, s'adressant en un mot à des *contradicteurs* et non à des *ennemis*.

Avant d'entreprendre cette critique aigüe et impitoyable des idées, il importe de savoir ce qu'il faut entendre par « critique des idées » et par « querelles d'ordre personnel ». Aussi posé-je à Marcel Cachin les questions suivantes :

« Comment distinguer les querelles d'ordre

personnel de la critique des idées ? Pour préciser, pour ne pas rester dans des définitions abstraites, ce qui ne ferait pas avancer la discussion d'un pas, voulez-vous me dire, par exemple, si votre interlocuteur, le soussigné, a publié des articles contenant des critiques d'idées ou bien des préoccupations de querelles personnelles, jusqu'à la date du 11 décembre, jour de la deuxième session du Congrès de la Seine où j'ai été mis en cause ? (Si j'indique cette date, c'est pour que cesse cette comédie par laquelle on attribue à un article paru le 15 décembre les causes d'une campagne de dénigrement qui a commencé au mois d'août pour ne plus s'arrêter. Il n'est donc pas inutile d'apporter quelque précision dans la chronologie).

Mes questions étant bien clairement posées, je prie le camarade René Reynaud, administrateur du *Bulletin Communiste*, de tenir à la disposition de Marcel Cachin les trois numéros du *Bulletin Communiste* contenant des articles de moi avant cette date du 11 décembre, et je prie le camarade Desprès, administrateur de *l'Humanité*, de faire de même pour les deux numéros de *l'Humanité* du même ordre. Je n'ai pas besoin d'insister pour que Marcel Cachin comprenne toute l'importance de cette conversation que je prends la liberté d'engager et l'obligation morale impérieuse où il est de répondre aussi clairement et précisément que je le questionne. Les colonnes du *Bulletin Communiste* sont à sa disposition. Le Parti ne comprendrait rien à ce qui va bientôt se passer dans sa vie intérieure, s'il n'était pas répondu aux questions préliminaires que je crois devoir poser, après un silence dont la durée me donne quelque droit de parler aujourd'hui.

Si je pose la question qui précède et celles qui vont suivre publiquement, c'est qu'il est temps de mettre la masse du Parti à même de se prononcer en connaissance de cause. On a pu parler, dans cette séance du Congrès de la Seine du 11 décembre, de « bataille dans la nuit ». C'est évidemment cette nuit qui a enveloppé de ténèbres complices les actes dont l'influence décisive sur l'issue du Congrès de Marseille n'est pas contestable. La nuit a assez duré ; que la lumière soit...

Dans *l'Humanité* du 27 décembre, deuxième page, deuxième colonne, je lis les paroles suivantes attribuées à Frossard : « *On connaît mal Souvarine. On le croit seulement acrimonieux et pointu. Il peut se faire séduisant. Voyez ce qu'il fit de la délégation française à Moscou. Il l'a mise tout entière dans sa poche.* »

Je pose à Frossard la question suivante :

« Qu'as-tu voulu dire par cette phrase : Il l'a mise tout entière dans sa poche ?

Je pose aux dix camarades qui étaient délégués comme moi au Congrès de Moscou la question que voici, en m'excusant de l'apparence grotesque qu'elle revêt malgré moi :

« Vous ai-je mis tous dix dans ma poche ? Si oui, en quoi a consisté cette opération difficile ? Si non, comment laissez-vous produire une assertion semblable ?

Il est bien entendu que, posant loyalement à onze camarades des questions, je m'attends à recevoir onze réponses loyales, c'est-à-dire claires, dénuées de sous-entendus ou d'insinuations, et que le *Bulletin Communiste* s'engage à publier intégralement. La disparition de l'atmosphère empoisonnée du Parti est à ce prix.

Dans *l'Humanité* du 12 décembre, je lis les paroles suivantes attribuées à Victor Méric : « *Et l'instigateur de cette cabale contre le Parti, c'est le délégué à Moscou qui s'est délégué lui-même et donne des ordres au Parti au lieu de recevoir les ordres du Parti.* »

Je pose officiellement au Comité Directeur et au Secrétariat du Parti les questions très claires que voici :

« Est-il vrai qu'il ait existé un cabale contre le Parti ? Est-il vrai que cette cabale ait eu comme instigateur le délégué à Moscou ?

« Est-il vrai que ce délégué se soit délégué lui-même ?

« Est-il vrai que ce délégué ait donné des ordres au Parti ?

« Le Parti a-t-il envoyé des ordres que ce délégué ait méconnus ?

« N'est-il pas vrai que la délégation envoyée à Moscou avait le mandat de désigner le délégué à l'Exécutif ?

« N'est-il pas vrai que Souvarine ait fait la proposition, et avec insistance, de désigner comme délégué Lorient ?

« N'est-il pas vrai que la délégation ait désigné à l'unanimité Souvarine ?

« N'est-il pas vrai que le Comité Directeur, dans sa séance du 17 octobre, ait confirmé à l'unanimité la décision de la délégation, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal signé Frossard et paru dans *l'Humanité* du 25 octobre ? »

Il faut répondre à toutes ces questions aussi clairement qu'elles sont posées, et sans en excepter une seule. La dignité, l'honneur révolutionnaire autant que l'intérêt du Parti l'exigent.

Les questions précédentes en appellent nécessairement une autre que voici :

« Si Méric a dit vrai, quelle sanction compte prendre le Comité Directeur contre Souvarine qui se serait conduit comme un imposteur et un véritable ennemi de son Parti ? Si, au contraire, Souvarine a été un représentant fidèle du Parti, régulièrement nommé, qui n'a pas envoyé d'ordres à son Parti, qui en a, au contraire, demandé, qui n'en a d'ailleurs jamais reçu, quelle sanction le Comité Directeur compte-t-il prendre contre le prodigieux diffamateur qui a réalisé le tour de force de prononcer, dans les lignes citées plus haut, autant de mensonges que de mots ? »

Dans l'*Humanité* du 19 décembre, je lis les paroles suivantes attribuées à Heine : « Si l'on avait procédé ainsi, nous aurions peut-être eu un délégué à l'I. C. qui nous eût mieux satisfaits. » Je pose au camarade Heine la question suivante :

« Quelle critique a-t-il été formulé du travail du délégué à l'Exécutif ? En quoi le délégué actuel n'a-t-il pas satisfait « nous » (j'ignore le sens exact de ce « nous ») ? S'agit-il des accusations de Méric, ou d'autre chose ? »

Tout le monde comprendra, j'espère, l'intérêt de ces questions qui ne sont pas inspirées par une simple curiosité personnelle, laquelle d'ailleurs serait légitime, mais que dicte surtout le souci de savoir enfin quelles contradictions d'idées politiques se développent dans le Parti.

Dans l'*Humanité* du 26 décembre, je lis les paroles suivantes attribuées à Soutif : « Ces divergences dans le C. D. ne sont pas un conflit de tendances, mais un heurt d'ambitions ». Je pose au camarade Soutif les questions suivantes :

Ces divergences dont il parle sont-elles celles qui ont provoqué une correspondance plutôt animée entre le Comité Directeur et le délégué à l'Exécutif ?

Dans l'affirmative, aurait-il l'obligeance d'expliquer aux lecteurs du *Bulletin Communiste* à quelles ambitions il songeait en prononçant ces mots ?

Dans l'*Humanité* du 26 décembre, je lis les lignes suivantes : « Méric reprend la parole et donne lecture de deux documents émanant du Secrétariat de l'Exécutif ». Je pose au Comité Directeur les questions suivantes :

La correspondance entre l'Exécutif et le Parti est-elle privée ou publique ?

Le Comité Directeur a-t-il autorisé l'un de ses membres à faire état publiquement de lettres privées ?

Le Comité Directeur accepte-t-il que le sens de la correspondance de l'Exécutif soit complètement dénaturée dans une assemblée du Parti ? Ne sent-il pas le besoin de rétablir le

sens véritable, grâce aux informations dont il dispose, soit les lettres qu'il a reçues et les renseignements rapportés par un délégué spécialement envoyé à Moscou ?

Je continue à citer, d'après l'*Humanité* du 26 : « Le premier document indique que dorénavant le délégué d'un Parti à l'Exécutif ne pourra remplir les fonctions de secrétaire en ce qui concerne les rapports de son Parti national avec l'Exécutif ». Je pose au Comité Directeur ou au Secrétariat les questions suivantes :

« Ignorez-vous que cette décision a été prise sur la proposition de Souvarine lui-même ? »

« Si vous ne l'ignorez pas, pourquoi ne le dites-vous pas, ce qui interdirait toute interprétation tendancieuse ? »

Dans le même numéro de l'*Humanité*, il est cité neuf lignes d'une résolution dont on ne dit pas qu'elle a été votée par Souvarine comme par tous les membres de l'Exécutif, et que Méric semble avoir exploitée contre Souvarine, au mépris de toute vérité. Je pose au Comité Directeur la question suivante :

N'estime-t-il pas qu'il y a lieu de publier le texte intégral de la résolution en priant le camarade qui avait été spécialement délégué pour traiter de cette question avec l'Exécutif, de l'éclairer par l'exposé des conditions dans lesquelles cette résolution a été adoptée, je le répète avec l'approbation de Souvarine lui-même ?

Dans l'*Humanité* du 31 décembre, je lis les lignes suivantes attribuées à Frossard : « Ce qui arrive est le résultat absurde du mode de scrutin que nous employons pour la première fois. Sur des listes improvisées au hasard des amitiés ou des rancunes, vous ouvrez la porte à toutes les cuisines ». Je pose à Frossard la question suivante :

Ne pense-t-il pas que ce qui est arrivé est peut-être le résultat d'une campagne systématique poursuivie pendant plusieurs mois par le *Journal du Peuple* ?

Les listes ont-elles été improvisées au hasard des amitiés ou des rancunes, ou bien ont-elles, au contraire, été dressées selon un calcul qui visait à frapper la tendance qui prend au sérieux ses devoirs envers l'Internationale ?

Dans le même numéro de l'*Humanité*, Marcel Cachin écrit, à propos de la démission de quatre membres du Comité Directeur : « Une transaction honorable fut offerte par Ker ». Je pose à Cachin la question suivante :

Que signifie ce mot transaction ? Peut-il exister une transaction entre le mensonge et la vérité ? A supposer qu'une telle transaction fût possible, comment pourrait-elle être honorable ?

Dans l'*Internationale* du 31 décembre, je lis les lignes suivantes de Renoult : « *Nous avons donc le droit de dire que les incidents de la fin du Congrès sont le résultat d'un très fâcheux malentendu* ». Je pose à Daniel Renoult la question suivante :

Ne pense-t-il pas, au contraire, que ces incidents sont le résultat d'une campagne menée par un journal et prolongée dans le Parti par certains rédacteurs de ce journal ?

Plus loin, je lis : « *Nous avons tous voté la proposition conciliante de notre camarade Ker, pour sortir de cette situation fâcheuse les camarades que je viens de nommer.* » Je pose à Renoult les questions suivantes :

Comment peut-on « concilier » l'honnêteté et l'imposture ?

Les camarades qui ont démissionné, bien loin d'être dans une « situation fâcheuse », ne sont-ils pas, au contraire, dans une situation enviable, puisqu'ils ont fait leur devoir, puisqu'ils ont obéi à leur conscience, à leur conviction politique ?

Plus loin, je lis : « *Nous ne nous permettrons pas de juger ici leur acte* ». Je pose à Renoult cette dernière question :

— Pourquoi ?

Mais les questions s'accroissent et peut-être, dans l'intérêt de la discussion, vaut-il mieux en rester là pour aujourd'hui et attendre les intéressantes réponses qui vont affluer, pour la plus grande joie de notre administrateur, le terrible René Reynaud, qui prend déjà ses mesures pour l'augmentation du tirage de son *Bulletin*. Je ne peux même pas supposer une seconde que les camarades auxquels je m'adresse ici se déroberont à leur devoir qui est de participer en toute franchise à cette mise au point générale des discussions des derniers Congrès, prélude indispensable de la critique aiguë et impitoyable des idées, reconnue comme nécessaire par Marcel Cachin, avec lequel je suis pleinement d'accord.

Je regrette d'être obligé de renvoyer à une autre fois une question que je désirais poser à Bestel, Marthe Bigot, Ker, Tommasi. Mais j'ai déjà dépassé les limites raisonnables d'un article. Je prie le metteur en pages de bien vouloir m'excuser : en Russie, on perd la notion de l'espace et du temps. Heureusement qu'on y conserve, qu'on y développe même certaines facultés.

Boris SOUVARINE.

La Semaine Politique

Elle a été calme, très calme. Après les deux coups de gong, de Paris et de Londres, qui ont réveillé la semaine dernière tous les échos de l'univers, cette transition subite confère au recueillement et au silence on ne sait quel caractère de brutalité.

A vrai dire, la semaine a cependant été marquée par un fait d'importance, sur quoi la presse a magnifiquement négligé d'attirer notre attention

Il s'agissait simplement d'un nouveau douzième provisoire. *Dix-neuf milliards... Rêve ou imposture ?*

Vous a-t-on dit assez que le budget de 1922 avait été voté à temps ? Que la Chambre et le Sénat avaient réalisé un tour de force extraordinaire en en finissant avec ce budget dans les délais ordinaires ? Nous avons déjà dénoncé avec force cette mystification.

Sans doute, un budget de 25 milliards a été voté avant le 31 décembre. Mais un budget portant sur un total de 19 milliards n'a même pas encore été examiné.

On a voté un douzième provisoire pour janvier.

On vient d'en voter un second pour février. Mardi prochain seulement, le « Budget des

dépenses recouvrables » — ainsi nommé sans doute par antiphrase — viendra en discussion devant la Chambre.

Le plus grave, ce n'est pas le retard avec lequel il est présenté. Ce n'est pas le gaspillage des douzièmes. C'est que ce budget, comme les budgets ordinaire et extraordinaire déjà votés, n'est en équilibre qu'à la faveur de grossiers artifices d'écritures. Le jeu est, cette fois-ci, particulièrement impudent. Ce n'est plus un déficit d'un cinquième à quoi il faut s'attendre. C'est un déficit qui peut porter sur la presque totalité des recettes prévues.

**

Voici les chiffres.

Les dépenses portées au budget des dépenses recouvrables s'élèvent, tant pour les réparations que pour les pensions, à 19 milliards.

M. de Lasteyrie, aujourd'hui ministre des Finances, hier rapporteur général de ce budget, a équilibré ce budget en quelques traits de plume, hardis, définitifs, comme des coups de sabre.

Le Crédit National empruntera 8 milliards ;
Les groupements de sinistrés emprunteront 4 milliards ;

L'Allemagne versera 4 milliards 1/2 ;

La négociation des obligations allemandes remises à la Commission des Réparations produira 2 milliards 1/2.

En tout 19 milliards.

On demeure stupéfait. Naturellement, à la suite de ces brillants calculs, M. de Lasteyrie a été promu d'office ministre des Finances.

En est-il besoin ? Reprenons quand même ces chiffres.

**

M. de Lasteyrie compte demander cette année, pour les seuls besoins du budget des dépenses recouvrables, 12 milliards d'emprunts au pays. Douze milliards. C'est à peine ce qu'on en retirait jadis, à l'époque où le seul jeu de la hausse gorgeait de millions commerçants, industriels et gros agriculteurs ; à l'époque où le prodigieux accroissement de la dette, consolidée ou flottante, n'avait pas épuisé les facultés d'emprunt du pays. C'était récemment encore une vérité élémentaire dans tous les milieux financiers, qu'aujourd'hui, la crise des affaires, la défiance publique, produite en grande partie par la non-négociabilité des rentes, rendaient impossible tout appel au crédit. Peut-on raisonnablement soutenir que la situation a changé ?

Les 12 milliards d'emprunts de M. de Lasteyrie apparaîtront même aux regards des profanes comme une extravagante imposture.

M. de Lasteyrie est-il beaucoup plus prudent en attendant 7 milliards de l'Allemagne ? Le seul octroi du moratorium, à la suite des négociations de Cannes, devrait incliner un rapporteur général de la Commission des finances à un peu plus de prudence. Les 7 milliards allemands de M. de Lasteyrie paraissent tenir du rêve... comme ses 12 milliards français.

**

On a d'ailleurs un exemple, un exemple tout récent, du brillant état de notre Trésorerie, et des sommes que la France est en mesure d'affecter au budget des dépenses recouvrables. Avant de quitter le ministère, M. Doumer a fait savoir à son collègue des Régions libérées qu'il lui serait impossible d'affecter à ses services une somme mensuelle supérieure à 250 millions, pour janvier, février et mars.

Jusqu'à-là, le ministère des Régions libérées absorbait 600 millions par mois.

Ainsi, aujourd'hui il n'y a plus d'argent pour reconstruire. Demain, il n'y en aura plus pour payer les pensions.

Où sont donc les 19 milliards de la Commission des finances ?

Le commerce avec l'Allemagne.

On publie les statistiques du commerce extérieur de la France. Le total des importations et

des exportations s'élève, pour 1921, à 46 milliards ; il était, en 1920, de 46 milliards.

Ces chiffres, en augmentation considérable sur ceux d'avant la guerre — 14 milliards, — s'expliquent par l'élévation du prix des matières premières, et aussi par notre besoin, très fortement accru, d'importations, à la suite des ruines de la guerre.

Les importations ont été, en effet, de près de 50 milliards en 1920, contre 27 milliards d'exportations. Elles ont tombé à 23 milliards en 1921, contre 21 milliards d'exportations. Fait sans précédent depuis la guerre : la balance commerciale a donc été à peu près en équilibre au cours de l'année 1921.

Les résultats sur le change n'en ont pas été très appréciables. Mais il ne faut pas oublier que le change est influencé beaucoup plus par la balance des comptes, que la balance commerciale.

Une politique des changes, grandement facilitée par l'état de la balance commerciale, eût permis sans aucun doute une forte hausse du franc. Mais, naturellement, l'abstentionnisme professé comme un dogme par la majorité, en matière économique, ne permettait pas une pareille solution. Il est juste cependant de reconnaître que la majorité sait fléchir ses principes antiinterventionnistes devant certaines « nécessités » : telle, par exemple, celle du renflouement de la Banque Industrielle de Chine. L'Etat est alors admis à intervenir... moyennant 400 millions.

**

Quels sont nos plus grands fournisseurs ? Quels sont nos meilleurs clients ?

Parmi nos fournisseurs, les Etats-Unis, comme il fallait s'y attendre, arrivent en tête, avec plus de 3 milliards 1/2 d'exportations pour 1921. Viennent ensuite : l'Angleterre, l'Allemagne (mais oui !) et la Belgique.

De tous nos clients, la Belgique est le meilleur : nos exportations en Belgique s'élèvent à plus de 4 milliards. Nous vendons pour 3 milliards 350 millions à l'Angleterre, pour 2 milliards 300 millions à l'Allemagne ; pour 2 milliards aux Etats-Unis.

Notre commerce avec l'Allemagne s'élève ainsi, au total, à plus de 4 milliards 800 millions, soit trois fois et demi le chiffre de notre commerce avec l'Italie. Nos exportations ont baissé dans tous les pays, au cours de l'année passée : en Angleterre et en Allemagne seulement, elles ont augmenté. Cette augmentation a été de 854 millions.

Qui donc proclame aujourd'hui — comme jadis les énergumènes de la Ligue Civique — : « Plus de commerce, plus d'affaires avec les Allemands » ?

Petit à petit, la carte économique de l'Europe se calque sur celle de 1914.

C.-E. LABROUSSE.

La Semaine Internationale

Les social-démocrates allemands au service du capitalisme

M. Wirth est resté au pouvoir, M. Wirth a gardé sa majorité.

Le problème à résoudre était celui des ressources financières nécessaires aux réparations. Les Communistes allemands, fidèles à leur mot d'ordre : *Toutes les charges de la guerre sur la bourgeoisie*, avaient offert aux Indépendants et aux Majoritaires de réaliser ce mot d'ordre par la *saisie des valeurs réelles*.

Les partis bourgeois sans distinction s'opposaient violemment à cette mesure et après d'innombrables délibérations et discussions ils lui opposèrent la formule de l'*emprunt forcé*.

Forcé ou non, un emprunt reste un emprunt, c'est-à-dire que les capitaux avancés à l'Etat resteront la propriété des capitalistes prêteurs et augmenteront les charges financières de l'Allemagne.

Ces charges par le jeu des impôts bourgeois (impôts de consommation, impôt sur les salaires) retomberont sur le prolétariat.

Cette méthode a triomphé au Reichstag grâce à la trahison des socialistes majoritaires qui, une fois de plus, abandonnant la défense des travailleurs ont passé avec armes et bagages dans le camp capitaliste.

Les Indépendants hypnotisés par la pensée de maintenir au pouvoir le « bon ministère » Wirth, le cabinet « démocratique », ont abandonné les communistes.

Le prolétariat allemand apprendra rapidement par les charges nouvelles qui vont s'abattre sur lui où sont ses véritables défenseurs.

Les Communistes en offrant leur collaboration aux Indépendants et aux Majoritaires pour la réalisation d'un programme de classe ont accompli avec succès la manœuvre du front unique.

Nul ne pourra leur attribuer la moindre responsabilité si, comme il est inévitable, les mois qui viennent voient s'accroître la misère des travailleurs allemands ; la propagande communiste va trouver dans les circonstances présentes une merveilleuse occasion de démontrer clairement, par des faits précis, la trahison des social-démocrates majoritaires et l'impuissance des Indépendants.

Déjà, en annonçant la grève, les cheminots allemands ont montré qu'entre les combinaisons financières de M. Wirth et les besoins les plus immédiats du prolétariat il y a opposition absolue.

L'Allemagne et la Commission des Réparations

En attendant d'avoir réalisé l'emprunt forcé d'un milliard de marks-or, en attendant la Conférence de Gênes, le gouvernement de Berlin discute avec la Commission des Réparations.

Il a adressé à cette dernière une note où il énumère les mesures qu'il compte prendre pour assurer le paiement des réparations.

Emprunt forcé, emprunt ordinaire, réorganisation de la Reichsbank, demande de réduction, il y a de tout dans ce mémoire, qui n'est d'ailleurs destiné qu'à amuser le tapis en attendant la Conférence de Gênes.

C'est dans la ville italienne que le problème recevra une solution qui vraisemblablement ne sera pas définitive.

En effet, si M. Poincaré se rend à Gênes il n'y représentera que les intérêts de la fraction la plus rétrograde du capitalisme français, et le compromis financier qui a maintenu M. Wirth au pouvoir le condamne à n'être que le porte-parole de M. Stinnes.

Or, le problème des réparations comme tous les problèmes issus de la guerre ne sera résolu que par l'accord international des prolétariats.

Les difficultés de l'Angleterre

Après avoir pendant un an refusé la moindre concession aux nationalistes égyptiens, après avoir essayé de la répression, après avoir déporté Adly Pacha, lord Curzon est aujourd'hui obligé de céder devant l'émeute et d'offrir à l'Egypte une sorte d'indépendance. L'impérialisme britannique après avoir subi l'autonomie irlandaise, va subir le succès du séparatisme égyptien. La nouvelle aura aux Indes un retentissement formidable. Les émeutes à bas succèdent aux émeutes. C'est un ébranlement dont on ne peut mesurer les conséquences immédiates ou lointaines.

M. Lloyd George va se trouver dans une situation particulièrement difficile. Le vieux parti libéral de M. Asquith et de lord Grey mène contre lui une campagne violente utilisant toutes les armes que les circonstances mettent à sa disposition, y compris l'arrivée au pouvoir de M. Poincaré. La désagrégation de l'empire britannique, la division de la majorité ministérielle anglaise par les tentatives réactionnaires des lords qui veulent voir rétablir leur droit de *veto* vont paralyser le Premier anglais dans son action à la Conférence de Gênes.

Et déjà M. Poincaré s'efforce de brouiller les cartes et de combiner des marchandages diplomatiques.

Le renversement de la politique française en Orient

D'innombrables filets dans les journaux officiels, filets au style contourné et volontairement obscur, permettent malgré tout de distinguer quelle sera une des grandes pensées du nouveau règne.

C'est tout simplement de jeter par terre l'accord franco-turc conclu pour M. Briand par M. Franklin-Bouillon.

Cet accord avait aux yeux de tout honnête homme l'avantage de réduire au minimum les chances d'aventure militaire engageant la France en Orient.

C'est évidemment une raison pour qu'il déplaie à M. Poincaré.

L'accord franco-turc avait, pour M. Lloyd George, l'inconvénient de lui laisser le soin de soutenir seul ses aventuriers mercenaires qu'il a fait rois de l'Irak et de Tranjordanie contre les revendications nationales d'Angora. C'est-à-dire que l'Angleterre devait à ses risques et périls poursuivre s'il lui semblait bon sa politique du pétrole en Asie Mineure.

Il est évident que si cela n'était pas fait pour déplaire à M. Poincaré cela pouvait lui suggérer l'idée d'un échange :

Que l'Angleterre renonce à soutenir la Russie à Gênes et la France renoncera à l'accord franco-turc.

C'est tellement tentant que lord Curzon et

M. Lloyd George ont demandé à réfléchir jusqu'au 9 février. Déjà on murmure à Londres qu'avant d'aller à Gênes il faut « se mettre d'accord entre alliés ».

En même temps fidèle à ses vieilles habitudes M. Poincaré manigance une entente balkanique. Yougo-Slavie, Grèce et Roumanie se garantiraient mutuellement leur intégrité. Manœuvre à deux fins : contre la Bulgarie qui désire un débouché sur la mer libre, contre la Russie qui n'a pas renoncé à la Bessarabie.

Si l'on pouvait faire le compte des armements qui partent de France pour les pays limitrophes de la Russie, on posséderait une dernière et définitive démonstration de la vérité de cet aphorisme : Poincaré c'est la guerre !

Même s'il ne l'entrevoit pas pour son compte, et ceci est loin d'être démontré, il la prépare méthodiquement pour les autres.

Robert PELLETIER.

POUR LE FRONT UNIQUE

Que reproche-t-on principalement à ceux d'entre nous qui, adoptant les vues de l'Internationale et s'inspirant des nécessités de la lutte mondiale, osent se prononcer pour la thèse, impopulaire en France, du front unique ? On leur reproche de vouloir défaire, ou de défaire sans le vouloir, l'œuvre de scission accomplie par le Congrès de Tours.

N'y aurait-il pas là une de ces erreurs fondamentales qui faussent tout le plan d'une discussion ?

Pour en juger, il importe de se rappeler sous quelle forme et dans quel esprit s'est faite la scission.

A-t-on exclu certains camarades comme indignes ? En aucune façon. S'est-on même outragé ou suspecté ? Pas davantage. On s'est séparé avec une grande dignité, avec une profonde émotion. Et j'ai plaisir à citer les expressions de Frossard, qui, en cette circonstance, a été l'éloquent porte-parole de la majorité, en même temps qu'il soulevait les applaudissements de l'assemblée tout entière :

« Je parle ici au nom de la majorité solidaire : aucune exclusion. Et, pourtant, nous allons nous séparer, nous allons prendre chacun notre chemin. Mais quant à moi, demain, je parlerai de vous sans amertume. Je vous considère comme des socialistes, et je le dis. Je vois ici des hommes comme Blum, qui ont grandement honoré le Parti, comme Renaudel dont je sais qu'il est un homme de courage et de probité. Renaudel, dont il nous arrive souvent de nous dire entre nous : « S'il « était avec nous, quelle force révolutionnaire cela serait ». Comme Bracke, Jules Guesde, Sembat. Maintenant, c'est à mes amis du centre que je vais m'adresser. Je leur dis : « Vous n'avez pas le droit « de nous quitter ; vous ne le pouvez pas ; vous « ne le devez pas. Nous avons besoin de vous « comme vous avez besoin de nous, etc., etc. »

Et pourquoi alors s'est-on séparé quand même ? Parce que tout le monde sentait que, véritablement, en dépit de toutes les affinités, la vie en commun dans un même parti n'était plus possible entre gens aussi profondément divisés et dont quelques-uns traînaient, comme un boulet, l'odieuse responsabilité du « socialisme de guerre ». Mais

s'est-on pour cela interdit toute possibilité d'action commune dans l'avenir ? Personne ne l'a dit, personne ne l'a pensé. Bien au contraire, il a paru qu'une action commune ne redeviendrait possible, efficace et souveraine, dans le corps délabré et fiévreux qu'était devenu le socialisme français, qu'après l'opération chirurgicale appelée scission. Tant que nous nous rencontrons continuellement dans les sections et les fédérations, tant qu'attelés dans les mêmes brancards, nous tirons les uns à hue, les autres à dia, le char s'en allait nécessairement à la dérive. Nous étions paralysés par nos efforts réciproques en sens inverse. Et c'est devant cette catastrophe que beaucoup d'entre nous, notamment le Comité de la 3^e Internationale, nous appelions de tous nos vœux la scission.

Nous la proclamions d'avance nécessaire et bienfaisante, et notre sentiment n'a pas varié ; il s'est même renforcé à la lumière des faits. Les immenses et incontestables progrès qu'a réalisés le Parti Communiste dans l'opinion et la sympathie des masses, c'est à la scission qu'il les doit. Mais où voit-on, dans tout cela, une contradiction entre notre attitude d'hier et celle d'aujourd'hui ?

Cette contradiction, il me semble plutôt l'apercevoir chez certains « reconstructeurs » d'autrefois, qui, après avoir perdu un temps précieux à vouloir recoller une unité qui s'en allait par morceaux, sont devenus subitement aussi intransigeants qu'ils étaient conciliants à l'excès. Ne vont-ils pas encore une fois retarder le jour décisif, le jour de la Révolution, en entravant la concentration des masses, nécessaire à son succès ? Cette concentration ne peut se faire que sur des mots d'ordre, sur des « plates-formes ». Or, c'est un des grands services que nous rendra le front unique, de nous obliger à élaborer ces mots d'ordre et à construire ces plates-formes.

En tout cas, une chose doit tout dominer dans nos controverses, quelles qu'elles soient : c'est la discipline communiste. Si nous avons adhéré à la 3^e Internationale, c'est apparemment pour qu'elle soit un organe de décision. Qu'elles décide donc et nous départage. J'ose espérer que l'unanimité se reféra en nous autour de cette conception et du devoir d'action qui en découle.

Oscar BLOCH.

Anciens Buts, Nouvelles Voies

DE L'UNITE DU FRONT OUVRIER

I. — Devant une nouvelle vague

La situation s'étant modifiée, de nouvelles tâches s'imposent actuellement à l'Internationale Communiste et à ses principales sections. Le vieux Liebknecht aimait à dire qu'il faut, quelquefois, qu'un révolutionnaire change sa tactique « en 4 heures ». Quelque rapide que soit de nos jours la succession des événements, la situation, malheureusement, ne se transforme pas du tout au tout en 24 heures. Pourtant, nous, les participants à la lutte émanicipatrice de notre époque, nous avons lieu, moins que personne, de nous plaindre de la monotonie

Tout bien considéré, il faut reconnaître que la marche des événements ne manque pas de rapidité. Il n'y a pas longtemps encore, c'était, dans le mouvement ouvrier international, le calme plat. Au moment du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, on était jusqu'à un certain point fondé à dire que le mouvement ouvrier international penchait quelque peu à droite. Par endroits même, on observait comme une nouvelle floraison de réformisme. Épuisées par la guerre et les privations matérielles qui en avaient été la conséquence, les masses ouvrières songeaient surtout au pain quotidien et prétaient volontiers l'oreille aux social-démocrates et aux leaders syndicaux modérés qui faisaient miroiter à leurs yeux une existence paisible, supportable et graduellement améliorée. Le mouvement révolutionnaire spontané des masses ouvrières, dont la montée avait été si puissante vers la fin de l'année 1919 et au début de l'année 1920, avait fait place, vers le milieu de 1921, à un calme relatif. Les tentatives de l'avant-garde communiste ouvrière, qui avait voulu, au milieu de l'indifférence générale des masses, assumer tout le poids de la lutte, avaient échoué. Cette avant-garde, qui s'était risquée à soulever le fardeau que seule la classe ouvrière tout entière eût été de taille à porter, était près de défaillir. Ainsi en était-il, en Allemagne, lors de l'action entreprise par les communistes, en mars 1921.

Mais après non pas 24 heures, il est vrai, mais 24 semaines environ, la situation commence à se modifier à nos yeux. Si les signes extérieurs ne nous trompent pas, nous avons tout lieu d'affirmer que le mouvement ouvrier international est à la veille d'une nouvelle ascension. Peut-être même est-il plus exact de dire que cette ascension a déjà commencé. Lentement, mais sûrement, dans toute l'Europe, les masses ouvrières recommencent à évoluer à gauche. D'ores et déjà l'on peut dire

que si ce nouveau mouvement doit se développer, ce ne sera plus un simple mouvement instinctif et quelque peu désordonné. Non, ce sera un puissant mouvement révolutionnaire, enrichi du bagage énorme de l'expérience accumulée par de nouvelles et nombreuses couches d'ouvriers sans-parti

Devant une nouvelle vague : telle est la formule caractéristique du moment présent dans le mouvement ouvrier international.

Les illusions réformistes que l'on observait, tout récemment encore, parmi des masses ouvrières assez considérables ne pouvaient manquer de s'évanouir. La réalité impitoyable est trop convaincante, trop éloquente. L'offensive générale du Capital international, l'aggravation de la crise économique mondiale, la faillite de la paix de Versailles, le danger de nouvelles guerres : ce sont là des faits trop saillants pour passer inaperçus des grandes masses ouvrières.

Tout dernièrement encore, les leaders syndicaux et social-démocrates, pour consoler les ouvriers, leur répétaient sur tous les tons que la vie deviendrait plus facile après la guerre ; les salaires seraient augmentés, une ère de socialisation progressive allait s'ouvrir et, au moyen du Bureau international du Travail — qui fait, soit dit en passant, partie constitutive de la Société des Nations — eux, les dirigeants de la 2^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, ils arriveraient même à améliorer la législation ouvrière

Mais, bientôt, l'enchantement des beaux rêves fit place à la prose de la vie journalière. Les capitalistes passèrent à l'offensive sur tout le front. Les grands industriels comprennent parfaitement que la réduction du salaire nominal provoque toujours un mécontentement particulièrement vif parmi les ouvriers, car elle est pour ces derniers la manifestation la plus évidente de l'aggravation de leur situation. Néanmoins, les capitalistes même les plus « avancés » ont recouru — ou, comme ils disent, ont été « forcés » de recourir — à la réduction ouverte du salaire nominal. Le semblant de relèvement industriel signalé par endroits n'a été, comme il fallait s'y attendre, qu'éphémère. Dans l'ensemble, la crise industrielle mondiale, loin de diminuer, s'accroît. Ce n'est plus à des centaines de mille, mais à des millions que se monte le nombre des sans-travail et des ouvriers obligés de chômer la moitié de la semaine. Les pays où les capitalistes n'ont pas encore procédé à l'abaissement des salaires ne sont plus la règle, mais l'exception. L'offensive des capitalistes se fait, chaque semaine, de plus en plus imprudente. De

couches de plus en plus considérables d'indifférents et de sans-parti, commencent à se convaincre par leur propre expérience de l'inanité des espoirs dont les berçaient les social-démocrates et les leaders syndicaux. En Angleterre, les capitalistes ne reculent pas devant un défi ouvert à une catégorie d'ouvriers aussi importante que celle des mineurs. Les ouvriers s'efforcent de conserver leurs positions économiques. Une lutte grandiose s'engage ; elle se termine par la défaite des mineurs. Durant cette lutte, le rôle des dirigeants syndicaux de l'Internationale d'Amsterdam se détache avec un relief saisissant. Les mineurs anglais et les catégories d'ouvriers qui leur sont les plus proches commencent à méditer sur les causes de leur défaite et à rechercher en eux-mêmes ce qu'ils pourraient bien faire pour se préserver tout au moins des nouvelles agressions capitalistes. Il est facile de prévoir que, après une telle expérience, les ouvriers anglais en arriveront à des conclusions très précises et que plus ils méditeront sérieusement sur leur expérience, mieux ils seront immunisés contre de nouvelles rechutes de réformisme.

Sous une autre forme, une évolution analogue se produit au plus profond des masses ouvrières dans les autres pays. En Allemagne, les social-démocrates et les dirigeants syndicaux ne cessent, dans différentes combinaisons gouvernementales, de partager le pouvoir avec la bourgeoisie. Aussi les ouvriers les moins expérimentés étaient-ils auparavant portés à croire aux promesses que leur faisaient les social-démocrates sur la socialisation progressive. La réalité — il faudrait être aveugle pour ne pas la voir — c'est que, en Allemagne, les capitalistes ont entrepris une offensive systématique contre les ouvriers dont ils aggravent continuellement la situation et sur lesquels ils tâchent de rejeter tout le poids des dettes de Versailles. Lorsque, en mars 1921, l'avant-garde communiste — une poignée d'ouvriers en comparaison des millions d'hommes dont se compose la classe ouvrière allemande — se lança dans la bataille contre les capitalistes, le gros de la classe ouvrière non seulement ne soutint pas cette avant-garde, mais par endroits fit chorus avec les social-démocrates qui couvraient de leurs huées les vaillants communistes. Tous ceux qui suivent attentivement le développement des événements au sein du mouvement ouvrier allemand voient clairement que la masse ouvrière allemande qui, tout récemment encore, était ou indifférente ou hostile aux communistes, modifie peu à peu son attitude envers ces derniers. Le recul du temps montre maintenant l'action de mars sous un jour tout nouveau. L'estime générale pour l'avant-garde communiste, qui par son intervention a mis les ouvriers en garde contre les promesses trompeuses des social-démocrates, qui pour cela ne s'est pas arrêtée devant les plus grands sacrifices, à un moment d'indifférence presque générale, augmente incontestablement. Les masses ouvrières, là aussi,

sont occupées à tirer les leçons pratiques de leur récente expérience.

Sous une forme ou sous une autre, la même évolution se remarque en Italie, en France, en Suède et en Suisse, partout où vivent et luttent de grandes masses compactes d'ouvriers.

D'autre part, le danger de nouvelles guerres devient de plus en plus réel. Les chefs de la social-démocratie et des syndicaux avaient promis aux masses ouvrières l'amélioration progressive de leurs conditions de vie. Ils ne s'étaient pas fait faute non plus de leur prodiguer les promesses au sujet des guerres futures : la récente guerre impérialiste, disaient-ils, était la dernière des guerres et, maintenant, par une pression sur la Société des Nations, ils allaient obtenir le désarmement. Mais la vie montra bientôt toute la vanité de leurs promesses. Brest-Litovsk instruisit un grand nombre d'ouvriers de tous pays ; Versailles instruisit une foule d'ouvriers d'un plus grand nombre encore de pays. Washington parachèvera « cette instruction ». *Brest-Litovsk, Versailles et Washington*, ce sont là les meilleurs maîtres. Brest-Litovsk, Versailles et Washington mieux que tout montrent la stupidité des dirigeants d'Amsterdam, dont quelques-uns, maintenant encore, croient sincèrement à la possibilité du désarmement sans la révolution.

Le menace d'une nouvelle guerre mondiale est dans l'air. Quand cette guerre éclatera-t-elle, dans trois ou dans cinq ans, nul ne peut le savoir. Mais elle est inévitable et elle arrivera, si le prolétariat international ne la prévient : c'est ce que sent maintenant tout ouvrier plus ou moins intelligent. Le carnage impérialiste de 1914-1918, a donné là-dessus à chaque ouvrier européen une sorte d'instinct presque infailible. La chose d'ailleurs est naturelle. La première guerre impérialiste mondiale, en effet, a été pour l'Europe une rude école.

Le spectre d'une nouvelle guerre, qui surgit devant le prolétariat international, ne saurait contribuer au développement des illusions réformistes. Point n'est besoin d'être prophète pour prédire que, à mesure que ce spectre prendra corps, des masses de plus en plus considérables d'ouvriers se détourneront des anciens syndicats et des partis social-démocrates et tourneront leurs regards vers le communisme.

Les leaders d'Amsterdam ont déjà senti le nouvel état d'esprit créé dans les masses ouvrières par le danger de plus en plus réel d'une nouvelle guerre. Les 15 et 16 novembre 1921, il s'est tenu à Amsterdam une conférence des délégués des secrétariats internationaux des ouvriers des transports, des mineurs et des métallurgistes. La conférence a examiné la situation politique, grosse de dangers. De nouveau, on a lancé un de ces appels au désarmement que tout le monde connaît depuis longtemps. Tous ont souligné la nécessité d'adopter sans retard des mesures préventives. Un comité

provisoire a été chargé de mener une propagande antimilitariste et de préparer une protestation contre les guerres imminentes. Ce comité a été investi de pouvoirs étendus ; il a même le droit de convoquer un congrès, afin de prévenir une nouvelle guerre. La conférence a voté, en passant, une résolution sur la nécessité de lutter dans tous les pays contre l'aggravation des conditions du travail. En souvenir du bon vieux temps, les leaders d'Amsterdam ont, une fois de plus, déclaré « la guerre à la guerre ». Dans la résolution adoptée à ce sujet, il est dit :

Considérant que, dans le monde entier, les tendances réactionnaires et militaristes vont se renforçant et qu'une nouvelle guerre deviendra inévitable si la classe ouvrière de tous les pays, agissant en union et en accord complets, ne crée pas un front commun contre le danger qui la menace de la part des capitalistes, la Conférence invite les ouvriers du monde entier, en même temps qu'ils mèneront la lutte défensive contre l'aggravation des conditions du travail, à concentrer toute leur énergie, toute leur attention pour brider le capitalisme, ainsi que le militarisme qui lui est indissolublement lié. Conformément aux résolutions adoptées à ce sujet par le Congrès international, la Conférence attend de toutes les organisations affiliées à l'Union internationale des Syndicats, qu'elles mènent, dans leurs pays respectifs, avec une force et une ténacité de plus en plus grandes, l'œuvre de propagande, et qu'elles préparent la campagne contre le militarisme et pour le désarmement général.

Dans ce but, la conférence propose aux ouvriers de tous les pays :

De créer une organisation unique qui, sous la direction de l'Internationale d'Amsterdam, soit en état, en cas de menace ou d'explosion de guerre, d'empêcher, au moyen de la déclaration immédiate de la grève internationale, le commencement des hostilités.

Considérant que la guerre serait impossible si les transports cessaient de fonctionner et si les mineurs et les métallurgistes arrêtaient le travail, la Conférence estime que c'est aux représentants de ces branches d'industrie qu'incombe en premier lieu le devoir de propager la lutte contre le militarisme. Ils doivent tendre toutes leurs forces et utiliser toute leur puissance économique pour empêcher le renouvellement du carnage mondial.

Au nom de 24 millions d'ouvriers organisés, la Conférence adresse un appel pressant à toutes les organisations qui s'efforcent de lutter activement contre la guerre et le militarisme et leur propose, afin de prévenir une nouvelle guerre mondiale, d'unir leurs forces à celles dont disposent les ouvriers organisés

La conférence s'adresse en particulier « aux millions de femmes et de mères, dont les maris et les fils sont tombés sur les champs de bataille ».

La résolution, comme on le voit, est des plus belliqueuses ; elle va même jusqu'à la grève générale. Néanmoins, ces menaces ne semblent pas avoir le don d'effrayer beaucoup Messieurs les capitalistes. Peu avant la guerre

de 1914, les chefs de la 2^e Internationale votaient des résolutions absolument identiques à celle que nous venons de citer. Les gens d'Amsterdam cherchent à faire peur aux impérialistes, mais ceux-ci ne se laissent pas émouvoir.

Pourtant, ces résolutions sont incontestablement symptomatiques. Si les leaders d'Amsterdam eux-mêmes se sont crus obligés de signaler le nouveau danger de guerre et de menacer les capitalistes de la grève générale, c'est la preuve que les profondeurs des masses ouvrières sont agitées par une inquiétude sérieuse. En s'adressant « aux millions de femmes et de mères » et aux 24 millions d'ouvriers des transports, des mines et de la métallurgie, les chefs d'Amsterdam visent uniquement à des effets oratoires. Le moment venu, ils joueront une seconde fois la comédie à laquelle nous avons assisté en 1914. Mais les capitalistes eux-mêmes n'osent pas espérer que l'expérience de 1914-1918 n'ait été d'aucune utilité pour les millions d'ouvriers européens et américains.

L'offensive du Capital international contre les positions économiques de la classe ouvrière et le danger sans cesse grandissant d'une nouvelle guerre impérialiste, danger si nettement mis en lumière par la conférence de Washington, constituent les deux faits essentiels qui créent une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier international. La période de calme plat touche à sa fin. Lentement mais sûrement, se prépare une nouvelle et prodigieuse ascension du mouvement ouvrier international. Des batailles approchent qui, par leur caractère de masses et par la conscience des combattants, laisseront loin derrière elles tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Une nouvelle vague enfle. De nouvelles tâches s'imposent au communisme.

G. ZINOVIEV.

(La fin au prochain numéro.)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

DOCUMENTS SUR LE FRONT UNIQUE

Nous croyons devoir soumettre à nos lecteurs quelques documents qui leur permettront de se rendre compte de l'attitude des différents Partis socialistes à l'étranger, vis-à-vis du front unique. Prenant comme point de départ l'appel du bureau de l'Union des Partis socialistes de Vienne (Internationale 2 1/2), publié par la Freiheit le 15 janvier, et reproduit par la Rote Fahne du 17 janvier et le Populaire du 27 janvier, nous y ajouterons aujourd'hui les principaux commentaires qu'en donne la Rote Fahne, ainsi que l'opinion du Parti Communiste anglais, nous réservant la prochaine fois de revenir à la question pour montrer quelle est, en la matière, l'attitude des socialistes majoritaires.

L'Appel du Bureau de l'Union des Partis Socialistes de Vienne

Aux Partis Ouvriers de tous les Pays !

Les traités de paix dictés par l'impérialisme ont approfondi et aggravé la misère provoquée par la guerre mondiale. Dans les pays qui ont subi la défaite, c'est la dépréciation constante du change et l'appauvrissement progressif, malgré un travail intensif. Dans les pays qui ont emporté la victoire et aussi dans les pays neutres, c'est un chômage formidable.

La détresse économique dans laquelle se trouve le prolétariat du monde entier a fait naître, au sein des partis prolétariens de toutes les tendances, la volonté d'unifier internationalement les actions de la classe ouvrière, dans la mesure du possible. C'est ce désir qui a inspiré la résolution du Labour Party anglais, adoptée à son Congrès de Brighton le 24 juin 1921 ; la résolution du Parti socialiste de France (S.F.I.O.), votée par son Congrès de Paris, le 2 novembre dernier ; la résolution du Comité Directeur du Parti socialiste d'Italie du 12 novembre ; la résolution du Comité Exécutif de la 2^e Internationale, adoptée le 23 novembre à Bruxelles ; les décisions du Bureau de l'Union des Partis socialistes (Vienne), à Francfort, le 18 décembre, et, enfin, la proposition adressée au Comité Exécutif de la 3^e Internationale par le Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne, le 21 décembre 1921.

L'appel à l'unité internationale trouve, au sein du prolétariat, déchiré et divisé par la guerre, un écho toujours plus fort. Partout le rétablissement du front unique prolétarien est à l'ordre du jour.

Les ouvriers sentent instinctivement que l'ennemi commun, la bourgeoisie internationale, ne peut être combattu d'une façon efficace que par la réunion de toutes les forces prolétariennes. Les partis prolétariens savent qu'ils ne sont pas capables de remplir complètement les devoirs qui

leur incombent, s'ils restent isolés ou s'ils forment des groupements hostiles les uns aux autres. L'existence de différentes fractions prolétariennes qui se combattent constitue pour les gouvernements et les partis bourgeois un encouragement à aggraver leur politique réactionnaire.

La volonté d'unir les actions internationales de la classe ouvrière a fait au cours des semaines passées des progrès rapides et sérieux, dépassant toutes les prévisions. Nous nous trouvons en présence de propositions nous demandant d'organiser, d'une part, une Conférence internationale du prolétariat du monde entier et, d'autre part, une conférence à laquelle ne participeraient que les pays intéressés d'une façon directe par le traité de Versailles, et où l'on ne traiterait que la question brûlante des réparations.

Vienne pour l'unité

Le Bureau de l'Union des Partis socialistes a décidé, à sa séance des 14 et 15 janvier à Berlin, d'agir en faveur de la réalisation des deux propositions, c'est-à-dire, d'une part, d'approuver l'invitation du Parti socialiste de France à une conférence des partis prolétariens d'Angleterre, de France, d'Italie, de Belgique et d'Allemagne, et d'entamer, d'autre part, des pourparlers avec les Comités Exécutifs de Londres et de Moscou, afin d'aboutir à une convocation commune d'une conférence générale par toutes les organisations centrales internationales.

Le lieu, la date et les conditions d'admission, l'ordre du jour de cette conférence générale, doivent être fixés d'un commun accord par les trois Exécutifs. Le Bureau de l'Union des Partis socialistes a reçu le mandat de proposer aux autres Comités Exécutifs de préparer la conférence générale avec tous les soins nécessaires, mais de manière qu'elle puisse être convoquée au cours du printemps de cette année.

La limitation de l'ordre du jour aux questions les plus urgentes doit garantir le succès de cette première tentative d'une conférence générale. Nous croyons que les sujets principaux qui devraient être traités sont les suivants :

1^o *La situation économique de l'Europe et les actions de la classe ouvrière ;*

2^o *La lutte défensive du prolétariat contre la réaction.*

Notre proposition, en ce qui concerne les conditions d'admission, est la suivante :

« Seront admis, tous les partis prolétariens qui se placent sur le terrain de la lutte de classes, qui poursuivent l'abolition du capitalisme et qui reconnaissent la nécessité d'une action internationale commune du prolétariat pour atteindre ce but. »

Nous nous permettons de faire cette tentative visant à l'établissement d'un front de combat unique international du prolétariat, après toutes les expériences douloureuses que les partis ouvriers ont faites au cours des dernières années.

Ces expériences ont fait naître la conviction que l'on doit répondre au désir de tout le prolétariat

de réaliser la concentration de la classe ouvrière dans une action solidaire, afin d'abolir la société capitaliste.

En vous mettant au courant de nos décisions et de nos propositions et en vous demandant de nous faire savoir bientôt si votre Parti peut les approuver en principe, nous vous saluons dans un esprit de solidarité internationale.

Le Bureau de l'Union des Partis Socialistes.

Les commentaires de la "Rote Fahne"

« L'appel du Bureau de l'Union des Partis socialistes de Vienne, dit la *Rote Fahne* du 17 janvier, est d'une grande signification. Il exprime la volonté passionnée qu'ont les masses ouvrières, même non encore adhérentes au Parti Communiste, de faire l'unité de front contre les gouvernements capitalistes.

« ...En invitant le Parti Communiste à la conférence projetée, le Bureau de l'Union des Partis socialistes de Vienne suit une politique radicalement opposée à celle suivie par les chefs de la droite du Parti des indépendants, qui s'efforcent en Allemagne, par tous les moyens, d'isoler les communistes de l'ensemble du prolétariat. Ce sera l'affaire de la 3^e Internationale d'examiner la proposition avec le plus grand sérieux et de prendre une décision à cet égard. Nous croyons cependant pouvoir dire dès à présent que, malgré la politique d'éparpillement et la propagande acharnée menée contre le bolchevisme par beaucoup de partis appartenant à l'Internationale 2 1/2, les communistes d'Allemagne, fidèles à leur conception fondamentale de lutte de classes, feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour aboutir à une collaboration internationale de la classe ouvrière. »

Le Front unique : une Tactique et non une Idée politique

Le 18 janvier, revenant à la question dans un article de fond, intitulé : « Au sujet d'une Conférence prolétarienne universelle », la *Rote Fahne* s'exprime de la façon suivante :

« Nous notons avec satisfaction que les questions à l'ordre du jour de la Conférence internationale sont limitées aux problèmes posés par la situation mondiale. Nous sommes d'avis que les questions de principe qui séparent les différents partis prolétaires doivent être exclues de la conférence. *Le but d'une Conférence internationale, dans les circonstances présentes, ne peut être que de réunir les forces prolétaires dans une action commune, pour des buts pratiques nettement définis et déterminés ; les discussions d'ordre théorique, les résolutions d'un caractère général, et qui n'obligent à aucune action directe, n'ont rien à faire dans une conférence de ce genre, car ce n'est pas ainsi que les questions générales du mouvement ouvrier seront résolues.* »

Il y a deux questions qui sont aujourd'hui au centre même de la politique internationale et, par suite, du mouvement international ouvrier : la question de la reconstruction de l'Europe et celle des réparations. Ces deux questions ne peuvent être séparées l'une de l'autre, elles ne peuvent être traitées qu'ensemble. Comment, par exemple, discuter la question des réparations allemandes sans parler du règlement international de la situation faite à la Russie des Soviets ? D'autre part,

comment s'attaquer au problème du chômage en Angleterre sans aussitôt apercevoir les liens qui l'unissent à la question des réparations allemandes et à celle des relations avec la Russie des Soviets ? Les gouvernements européens, de leur côté, traiteront, à Gênes, ces questions dans leur ensemble, et il devra en être de même dans une conférence ouvrière. C'est pourquoi il nous semble contraire au but que nous poursuivons de débattre, comme le propose la résolution du Bureau de l'Union des Partis socialistes de Vienne, en deux conférences, un programme qui ne peut être divisé, c'est-à-dire de convoquer d'abord immédiatement une conférence à laquelle ne participeraient que les Partis Communistes et socialistes de l'Occident de l'Europe et, ensuite, pour le printemps de 1922, une Conférence internationale niènière. Nous sommes d'avis qu'il ne peut être question que d'une seule conférence, à laquelle seront vraiment représentées les organisations internationales de masses.

Pour les mêmes raisons, nous sommes d'avis que la conférence ne devrait pas être convoquée à une date quelconque au printemps, mais qu'il faudrait la réunir le plus tôt possible, de sorte qu'elle ait lieu ou bien immédiatement avant la Conférence de Gênes, ou bien en même temps. L'effet pratique de la conférence serait en grande partie manqué si elle ne pouvait émettre ses résolutions qu'après les décisions de Gênes. Les critiques et les considérations rétrospectives ne peuvent être d'aucune utilité à la classe ouvrière. Il s'agit avant tout de jeter dans la balance le poids des masses.

Le Front unique n'est pas une organisation

Et le 22 janvier, dans un article intitulé : « *L'unité de front, une tactique* », la *Rote Fahne* précise encore son point de vue :

« Beaucoup d'ouvriers, surtout parmi ceux appartenant au Parti socialiste majoritaire et au Parti des indépendants, croient que constituer le front unique, c'est créer une nouvelle organisation dans laquelle entreraient tous les partis ouvriers. Cette conception est absolument fautive. Qui dit front unique veut dire l'union de tous les ouvriers dans la poursuite de buts particuliers et concrets qui les intéressent tous. Cette union n'a rien de permanent. Nous luttons aujourd'hui côte-à-côte pour tel ou tel objet. Mais demain, déjà, il se pourrait que nous ayons à nous tourner contre certains de ceux avec lesquels nous marchions hier. Supposons, par exemple, que nous ayons été unis pour lutter contre les impôts et qu'à un moment donné nous soyons dans l'obligation de recourir à des moyens extra-parlementaires, force nous sera de nous tourner contre les ouvriers qui ne voudront pas faire ce pas avec nous. Il se fera donc inévitablement des glissements. C'est ainsi que, dans l'action entreprise par le K. P. D. pour les prisonniers de la forteresse de Lichtenbourg, les Indépendants se joignirent à nous, tandis que les majoritaires refusèrent d'être de la partie.

« De même il se pourrait que le groupement qui luttera pour la reconnaissance de la Russie des Soviets soit autrement composé que celui qui luttera contre les impôts. Deux choses nous importent avant tout : unir dans l'action le plus grand nombre possible d'ouvriers, et faire exercer

par les masses ouvrières elles-mêmes, dans les différentes organisations, une pression sur leurs chefs pour les inciter à l'action. »

L'Opinion des Communistes

Le *Communist*, l'organe officiel du Parti Communiste de Grande-Bretagne, publie, sur le front unique, un article de Fred Willis, dont nous reproduisons le texte presque intégralement :

« Il est bon que la logique des événements nous force à passer en revue notre tactique et notre politique dans des questions de faits concrets. Un parti comme le nôtre devait forcément, à ses débuts, passer par une période où l'exubérance était prise pour de l'esprit révolutionnaire. Nous nous sommes depuis formés à l'école de l'expérience. Nous nous sommes mis à l'œuvre pour arriver à réaliser des buts précis et concrets, et nous n'en serons pas moins, mais infiniment plus dangereux pour les classes possédantes.

« Nous sommes enfin devenus des *réalistes*. Le principal objet que nous devons poursuivre pour le moment, c'est d'obtenir la confiance des ouvriers organisés, sans sacrifier nos principes. Le bloc avec le Labour Party servant ce but, il n'y avait pas à hésiter, car il ne fallait perdre aucune occasion d'unir tous les ouvriers dans la poursuite de fins concrètes et définies.

« Oublions pour l'instant nos polémiques et trouvons une base sur laquelle tous les ouvriers puissent agir en commun.

« En réalité, il y en a deux : le chômage et la

reconnaissance de la Russie des Soviets. Mais, bien que l'une et l'autre aient la même urgence, je ne parlerai aujourd'hui que de la Russie, car c'est le pivot sur lequel tout le reste tourne. Cela semble paradoxal à dire, mais la Russie est devenue l'espoir et le salut des deux choses les plus inconciliables : du capitalisme et de la révolution mondiale. Le péril de la Russie n'est plus dans les armées de Dénikine et de Pilsudski, mais dans les bataillons de Loucheur et de Stinnes et les brigands internationaux du capitalisme financier.

« Il est donc plus nécessaire que jamais de s'entendre dans l'action, de réunir toutes les organisations ouvrières — qu'elles soient au centre, à droite ou à gauche — dans la lutte pour la Russie des Soviets.

« Jamais les travailleurs organisés de ce pays n'ont été plus unanimes dans leur désir de sauver la Russie. Les non-communistes, oui même les anti-communistes, sont avec nous. Ils sentent instinctivement que quelque chose s'est passé là-bas dans l'Est qui cristallise en quelque sorte leur mécontentement. Approchons-nous de tous ceux qui veulent nous aider sans chercher à voir partout des traîtres. Joignons à la question russe la question du chômage. Montrons à tous que nous ne sommes ni des opportunistes, ni des sectaires, que nous ne craignons ni de défendre nos principes, ni de paraître les abandonner en prenant contact avec les travailleurs qui ne sont pas encore gagnés à la cause du communisme.

« Et que la Russie des Soviets soit notre cri de ralliement ! »

Alix GUILLAIN.

Un projet de Thèses pour le front unique révolutionnaire

Un certain nombre de camarades appartenant pour la plupart à la IV^e et à la V^e section de la Seine ont élaboré contre le front unique une thèse qui a été votée par la majorité des membres de ces sections, ainsi que par la majorité de la XIII^e. Ils nous en demandent la publication, à quoi nous accédons volontiers, le point de vue qui y est défendu n'ayant pas encore été exposé.

Toutefois, en raison de la longueur de la thèse qui nous est soumise, nous avons cru devoir en retrancher les trois premiers paragraphes qui n'ont qu'une valeur introductive.

4. — Cette tactique est-elle possible ? Pour qu'elle le soit, il faudrait qu'un accord pût s'établir entre réformistes et communistes sur le contenu des mots d'ordre lancés et sur la tactique à employer pour atteindre l'objectif proposé.

Or, il y aura toujours opposition entre la magogerie des réformistes lorsqu'il s'agit des revendications partielles et la critique, par les communistes, de la valeur de ces mêmes mots d'ordre : opposition entre le souci des réformistes de

rien faire qui puisse compromettre les bases de l'économie bourgeoise et la volonté des communistes d'empêcher par tous les moyens le relèvement du capitalisme ; enfin opposition irréductible entre la répugnance des réformistes pour l'action révolutionnaire des masses et la volonté révolutionnaire des communistes.

Tandis que les communistes s'efforceront d'avoir recours en chaque occasion à des méthodes de lutte révolutionnaire, tandis qu'ils s'efforceront de lui donner la tournure la plus dangereuse pour l'Etat capitaliste, tandis que leurs armes préférées devront être toujours les démonstrations de masse, la grève révolutionnaire, l'occupation des usines, etc., aux réformistes, ces méthodes répugneront toujours. Pour eux, les revendications prolétariennes devront être poursuivies par les moyens paisibles et ultra-légaux tels que les interventions parlementaires, les tractations, les pétitions, etc. Les antagonismes entre les réformistes et les communistes n'apparaîtront donc pas seulement au cours de la lutte comme le croit l'Exécutif, mais apparaîtront bien avant la lutte, et par là-même rendront tout accord impossible.

5. — La tactique du front unique serait donc impossible à appliquer à moins que les communistes ne consentent, par avance, à faire des con-

cessions aux réformistes pour les entraîner à l'action, dans l'espoir que leur critique pendant l'action leur permette d'entraîner alors les masses ouvrières. Mais cette tactique serait une arme à double tranchant, car les communistes courraient le risque de se voir accusés d'alliance déloyale. Ce serait toujours sur eux, en cas d'échec, que l'on ferait retomber les responsabilités en les accusant d'avoir brisé l'unité ouvrière. Ils aboutiraient ainsi, au but opposé à celui qu'ils se proposaient. C'est pourquoi les communistes ne peuvent se résoudre à faire des concessions pour aboutir à des mots d'ordre et à une tactique susceptibles de réaliser l'accord avec les réformistes. Donc, ou bien toute la tactique du front unique consisterait à proposer aux chefs réformistes des mots d'ordre et des formes d'action que ceux-ci rejetteraient aussitôt, ou bien elle n'est qu'un artifice pour démasquer les chefs réformistes, artifice dont les bénéfices sont hypothétiques, mais dont les inconvénients, en France, surtout, apparaissent comme certains.

6. — Le problème reste donc entier. Pour amener le prolétariat à des actions de plus en plus larges et de plus en plus dangereuses pour l'économie capitaliste, les P. C. doivent préconiser l'unité par la base, ils doivent adopter des mots d'ordre pratiques qui trouveront des échos dans les masses, et qui, par leurs conséquences économiques, par les modalités d'action employées dans la lutte, entraveront le capitalisme dans son œuvre de reconstruction.

Ces mots d'ordre s'inspireront des intérêts immédiats de la classe ouvrière dont les communistes doivent être les meilleurs défenseurs, car l'intransigeance verbale, la devise du « tout ou rien » cachent souvent chez certains communistes l'opportunisme indolent de gens à qui l'action répugne et qui veulent se refaire à peu de frais une virginité révolutionnaire de façade, après avoir mené pendant longtemps une tactique opportuniste ouverte. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue l'expérience néfaste du socialisme d'avant-guerre pour qui la lutte en vue d'objectifs immédiats dégénéra en collaboration de classe. Battu en apparence dans les congrès de la social-démocratie (Dresde 1903, Amsterdam 1904), le révisionnisme de Bernstein s'était imposé en pratique aux partis socialistes d'Europe.

Les communistes ne doivent pas retomber dans les mêmes fautes. La lutte des communistes pour les revendications partielles sera totalement différente de celle du socialisme d'avant-guerre et des réformistes d'aujourd'hui : différente quant aux formes et aux méthodes de lutte, différente quant aux mots d'ordre et aux objectifs assignés.

Car les communistes en adoptant la plate-forme des revendications immédiates n'ont recours pour mener la lutte qu'à l'action révolutionnaire des masses et choisiront leurs mots d'ordre de telle façon que la lutte tendra toujours à augmenter la désagrégation du capitalisme. De même, ce n'est pas au Parlement, à la loi, à l'Etat bourgeois que les communistes demanderont la consécration des avantages acquis par la classe révolutionnaire en lutte mais à des organismes nouveaux tels que comités d'usines ou conseils d'ouvriers, cellules élémentaires du futur pouvoir prolétarien.

7. — Devant une telle tactique, les dirigeants réformistes devront prendre position. S'ils refusent de combattre aux côtés des communistes, ils se trouveront démasqués devant leurs propres troupes comme devant la masse inorganisée. S'ils acceptent timidement de combattre à nos côtés, les

communistes, n'ayant à aucun moment contracté d'alliance avec eux auront toute latitude pour contrôler l'action, critiquer les méthodes de lutte préconisées par les réformistes.

La lutte développant l'esprit révolutionnaire, les troupes qui suivent les chefs réformistes, ainsi que les masses inorganisées, se rangeront de plus en plus nombreuses derrière le Parti Communiste, qui aura ainsi démontré, dans la lutte, qu'il est le seul à défendre vraiment les intérêts de la classe ouvrière et qu'il porte au régime bourgeois les coups les plus efficaces.

Ainsi, sans compromissions et sans concessions, se fera derrière le drapeau du P. C. l'unité de front de la classe ouvrière.

Le Front Unique

8. — Pour la France, la question se pose d'une façon encore plus nette. La ligne de conduite des communistes est tracée d'une façon précise par les conditions mêmes dans lesquelles se développe actuellement le mouvement ouvrier. Nous sortons d'une période dans laquelle le principal effort des communistes a été de montrer à la classe ouvrière qu'entre les communistes et les réformistes il n'y avait pas seulement des différences de doctrine et de tactique, mais que le désaccord irréductible qui existe entre eux est le désaccord profond qui existe entre deux classes sociales, d'une part le prolétariat révolutionnaire et d'autre part l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie.

Nous sortons d'une période dans laquelle le principal effort des communistes a été de démasquer les illusions démagogiques de la fausse unité entre ceux qui sont les adversaires irréconciliables de l'ordre social actuel et ceux qui s'en sont faits le rempart et le plus ferme soutien. Les communistes ont toujours affirmé que l'évolution historique, en posant devant les partis ouvriers les problèmes révolutionnaires, devait fatalement amener la séparation entre les deux fractions réformistes et communistes, et que le parti français n'échapperait pas à la loi commune. La scission de Tours en est la preuve.

Lancer aujourd'hui le mot d'ordre du front unique serait, par conséquent, aux yeux de la masse le désaveu de notre tactique passée. Ce serait jeter la confusion la plus dangereuse dans la classe ouvrière. Jamais elle ne comprendrait que les communistes puissent parler d'un accord avec ceux qu'ils dénonçaient jusqu'à maintenant comme les ennemis les plus dangereux du prolétariat et de la révolution.

9. — Bien plus au sein même du P. C. français se trouvent encore des éléments qui n'ont pas abandonné l'arrière-pensée de reconstituer un jour l'unité de l'ancien Parti. Sincères et restés au Parti, uniquement par esprit de discipline, ils ont gardé la mentalité de l'ancien Parti et conservé leur attachement pour ses méthodes et ses formes d'action.

Pour eux, le front unique ce sera non pas un moyen d'amener les masses au P. C., mais le premier pas vers la reconstitution de la fausse unité — un pas en arrière vers les reniements et les abdications.

10. — En face de ces éléments, trop enclins à accepter le mot d'ordre du front unique, il n'est pas apparu jusqu'ici, en France, de gauche communiste capable de contrôler l'emploi d'une tactique aussi dangereuse et de réagir contre les déviations à droite qui pourraient en résulter. Cette tactique serait d'autant plus néfaste que le Parti Communiste, trop jeune, cherchant encore sa voie,

comprend un trop grand nombre de militants dévoués et sincères, mais venus au communisme surtout par sentiment et instinct révolutionnaire, et pour qui l'emploi d'une telle tactique empêcherait la clarification de leur idéologie communiste.

La tactique du front unique augmentant la confusion au sein même du P. C. français, loin de provoquer, comme l'espère l'Exécutif, la cristallisation de l'idéologie et l'épuration du Parti, ne pourrait qu'amener les déviations les plus dangereuses.

11. — En outre, l'acceptation du mot d'ordre du front unique serait, à l'heure actuelle, une faute grave de conséquences pour le Parti Communiste français de par sa position particulière vis-à-vis des autres groupements prolétariens. En effet, en face du Parti S.F.I.O., qui perd chaque jour de plus en plus l'influence minime qui lui restait dans les masses et qui glisse fatalement vers le bloc des gauches — bloc de trahison et de confusion avec les partis bourgeois — ; en face de la C.G.T. en proie à une crise interne qui paralyse momentanément toute action des organisations syndicales ; en face, par ailleurs, des anarchistes qui, en raison directe de leur philosophie, attaquent constamment la Russie des Soviets, le P. C. est le seul organisme qui puisse, à l'heure actuelle, mener une action révolutionnaire.

Tendre la main aux réformistes, c'est en quelque sorte redonner la vie à un mbribond, c'est créer l'illusion dans la classe ouvrière que ceux-ci, en tant qu'organisation, possèdent encore une puissance ; c'est enfin, raffermir leur crédit idéologique à la veille de faire banqueroute.

12. — C'est pourquoi la tactique du front unique est inadmissible pour la France, mais le sens profond de la thèse subsiste. Pour avoir au moment décisif les masses ouvrières derrière lui, le Parti Communiste a le devoir de mener une action quotidienne et de se faire le champion des revendications journalières de la classe ouvrière tout en envisageant toute action partielle sous l'angle des buts et de la doctrine communiste.

Mais il ne le fera pas sans démasquer ceux qui, dans le rejet du front unique, trouvent un nouveau prétexte pour couvrir leur inaction du manteau d'une intransigeance soi-disant communiste. Pour ceux-là, cette intransigeance n'est que la tactique du moindre effort. S'ils se refusent à lutter pour des revendications immédiates, c'est uniquement parce qu'ils répugnent à l'action et veulent se confiner à une propagande purement verbale, alors que la seule propagande vraiment efficace, c'est l'action elle-même.

En face de l'offensive de plus en plus violente du capital, en face des efforts de tous les impérialistes coalisés contre la révolution russe, le P.C. français doit prendre conscience de son devoir historique.

Ce devoir, c'est d'amener des fractions nouvelles toujours de plus en plus étendues de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire.

Le P. C. ne pourra le remplir qu'en luttant pour des revendications immédiates, mais sans concessions et sans concessions aux ennemis de la révolution sociale.

Marcel VANDOMME (20^e section) ; **R. VAL-DEZ** (Seine-Inférieure) ; **J. DURET**, **G. VIDAL** (5^e) ; **L. PERO** (4^e) ; **J. GALMAN** (4^e) ; **Rachel VIDAL** (5^e), et la grosse majorité des 4^e et 5^e sections.

RECTIFICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante de notre camarade Tommasi :

Le *Bulletin Communiste* de cette semaine publie, sous le titre « Syndicalistes et Communistes en France », un article de J. Humbert-Droz, auquel je tiens à apporter une précision.

J. Humbert-Droz écrit :

« Un certain nombre de camarades, parmi lesquels Lorient, Tommasi, par suite d'une interprétation, à mon sens erronée, des critiques et des décisions de l'Exécutif, ont répandu l'idée d'une subordination du mouvement syndical au Parti Communiste. Cette tendance a soulevé une vive émotion et des discussions passionnées dans les C. S. R. sur l'autonomie ou la subordination du mouvement. Ces velléités de subordonner le mouvement syndicaliste à la direction du Parti n'ont eu pour résultat que de renforcer les tendances anarchistes et syndicalistes pures et de semer la dispute et la division parmi les syndicalistes communistes. »

J'imagine que les articles de Lorient demandant la liaison ne peuvent être interprétés comme tendant à la subordination. Mais ce dont je suis bien certain, c'est que cette idée de subordination n'a jamais été la mienne. Pas plus je pense que celle d'aucun communiste syndicaliste français.

La motion que j'ai signée à Moscou et qui n'implique en rien la subordination, a pu être interprétée comme telle par les dissidents socialistes et les majoritaires confédéraux. Les camarades syndicalistes ont pu être affectés par ces affirmations chaque jour répétées et amplifiées par les anarchistes. Cela ne prouve pas leur exactitude.

J. Humbert-Droz a raison peut-être en affirmant que c'est la crainte de la subordination qui a pu réagir sur les syndicalistes purs, les syndicalistes communistes et aider aux anarchistes ; mais cette crainte n'a jamais été justifiée par aucun de nos écrits, aucun de nos discours, ajoutons aucune de nos pensées. La mauvaise foi de nos adversaires en la créant est la seule cause de cette réaction, qui d'ailleurs, nous en sommes certains, sera passagère. — J. TOMMASI.

D'autre part, nous avons reçu la visite des citoyens Berteletto et Lecoïn, du *Libertaire*, qui, de leur côté, nous prient d'indiquer qu'ils protestent avec énergie contre la qualification de contre-révolutionnaires qui leur est donnée par Humbert-Droz. Les anarchistes se considèrent au contraire, nous ont affirmé nos interlocuteurs, comme luttant à l'extrême pointe du combat pour la Révolution.

Dont acte.

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

JEAN JAURES

Histoire Socialiste de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs, Franco : 15 fr. 50

Édité par la librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

Les mensonges d'Amsterdam

L'Internationale Syndicale Rouge a offert à l'Internationale d'Amsterdam d'intervenir conjointement et de ne pas permettre la scission dans la C. G. T. de France. Le Bureau Exécutif a pris cette initiative dès le commencement d'octobre 1921 (1), avant qu'il n'eût reçu la nouvelle concernant la convocation du Congrès Unitaire. Nous avions envoyé un radio à Amsterdam, dans lequel, comme auparavant, nous nous prononcions énergiquement contre la scission et offrions de convoquer une conférence spéciale des représentants de l'Internationale d'Amsterdam, de l'Internationale Syndicale Rouge, de la majorité et de la minorité de la C. G. T., afin de sauver l'unité du mouvement ouvrier en France.

Or, qu'est-ce qu'a répondu à notre proposition l'Internationale d'Amsterdam ? Son bureau, sous la signature de Oudegeest, déclara que la scission avait pour cause l'action de l'Internationale Communiste, qu'il était très content de nous voir reconnaître toute la nocivité de cette tactique, et que l'Internationale d'Amsterdam participerait à une conférence avec nous si nous reculions le Congrès Unitaire, qui venait d'être convoqué par les syndicalistes révolutionnaires de France.

Cette réponse est un modèle d'hypocrisie concentrée. Les gens d'Amsterdam savent parfaitement qui a fait la scission au sein de la C. G. T. Est-ce l'Internationale Communiste ou l'Internationale Syndicale Rouge qui ont exclu la Fédération des Cheminots faisant partie de la C. G. T. ? Qui a exclu les 20.000 ouvriers de Tourcoing ? Est-ce l'Internationale Rouge qui a exclu les syndicats révolutionnaires de la Fédération des Employés, des Services de Santé, etc. ? Les gens d'Amsterdam savent fort bien que toutes ces exclusions ont été faites par leurs amis politiques. Pourquoi donc affirment-ils le contraire ?

La proposition de reculer le Congrès Unitaire, convoqué par les syndicalistes révolutionnaires, est encore plus curieuse. Les syndicalistes révolutionnaires sont dans une telle situation qu'il leur faut agir sur leurs dirigeants qui ont perdu tout mesure. Se conformant à un désir évident de la bourgeoisie française et de ses publicistes genre Charles Dulot, du *Temps*, les dirigeants de la C. G. T. ont commencé à opérer des exclusions systématiques et à persécuter non moins systématiquement l'aile révolutionnaire du mouvement syndical. Comment réagir contre ? Il s'est créé une Commission d'Initiative composé de 30 Unions départementales et de 11 Fédérations, qui appelle tous les syndicats qui sont contre la scission à se grouper pour mettre à la raison les dirigeants de la C. G. T.

Le Congrès est dirigé contre la scission, contre les exclusions. Y ont pris part également certains amis politiques de Jouhaux et de Dumoulin. Y ont assisté des syndicats qui, sur toutes les questions, sont d'accord avec les dirigeants de la C. G. T., mais qui ne pouvaient pas admettre la scission criminelle de l'unique Confédération syndicale de France.

Dans de telles conditions, est-ce là une scission ? Non. Le Congrès Unitaire a fait tout ce qui dépendait de lui pour obliger la C. G. T. à convoquer un

Congrès extraordinaire, pour réunir tous les syndicats et mettre sous les yeux de la classe ouvrière dans son ensemble tout le crime monstrueux de la scission. Mais la C. G. T. s'y est refusée. Elle s'est placée à un point de vue purement formaliste, ne voulant pas causer avec les 1.562 syndicats qui se sont réunis à Paris, et faisant tout pour que la scission devienne effective.

C'était livrer par là même la classe ouvrière de France, pieds et poings liés, à la bourgeoisie. L'Internationale d'Amsterdam, au lieu de faire entendre raison à Jouhaux, son premier vice-président, au lieu d'agir sur les dirigeants de la C. G. T., qui ont dépassé toutes les bornes permises, avait proposé de reculer le Congrès Unitaire, autrement dit de le saboter. Nous ne doutons pas une seconde que le sabotage de ce Congrès aurait fait le jeu de MM. Jouhaux et autres ; mais cela aurait-il fait le jeu du prolétariat français ? Cela lui aurait-il été utile ? Evidemment non. Nous voyons comment les politiciens de l'Internationale d'Amsterdam, d'accord avec les politiciens de la C. G. T. de France, repoussent en fait notre proposition de soulever ouvertement, devant la classe ouvrière du monde entier, la question de la conservation de l'unité du mouvement syndical français.

Et, ayant repoussé notre tentative, ayant tout fait pour la saboter, ils ont encore l'audace d'accuser l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge de scissionnisme ! Non seulement nous ne sommes pas pour la scission, mais nous sommes pour la création d'un front unique. Nous comprenons cependant le front unique autrement que les gens d'Amsterdam. Pour nous, il s'agit d'un front unique purement ouvrier, tandis que les gens d'Amsterdam cherchent à créer le front ouvrier-patronal. Nous ne consentons pas à la création d'un front ouvrier-patronal. Nous sommes prêts à faire tout ce qui dépend de nous pour nous mettre d'accord avec les ouvriers de toutes les tendances, et cela dans l'action, dans la lutte, mais nous n'avons pas le moindre désir de suivre la Société des Nations et le Bureau International du Travail dans la passivité réformiste et l'inaction. Nous voulons créer un front unitaire, un front de lutte, et nous sommes prêts à faire tout le nécessaire pour consolider l'unité prolétarienne sur ce front.

Voilà pourquoi nous passons avec indifférence à côté du reproche d'être les auteurs de la scission. Nous répondons à nos adversaires : « Vous ne croyez pas vous-mêmes à ce que vous dites, et la plupart des syndicats à la tête desquels vous vous trouvez y croient encore moins que vous ».

A. LOSOVSKY.



(1) Rappelons que c'est seulement le jour de l'ouverture du Congrès Unitaire que la C. G. T. fit connaître cette proposition de l'I.S.R.

Syndicalistes et Communistes en France

(Suite et Fin)

NOS RELATIONS AVEC LES SYNDICALISTES

Nous l'avons dit déjà : sur tous les grands problèmes de la révolution sociale, les syndicalistes sont en accord avec nous. Toute la collection de la *Vie Ouvrière* en est déjà un témoignage sincère et éloquent. Dans des conversations privées, dans des discussions entre camarades, nous avons abordé avec Monatte, Monmousseau et d'autres camarades de cette tendance, les questions sur lesquelles nous aurions pu avoir des divergences sensibles : dictature du prolétariat, centralisme révolutionnaire, armée rouge, police révolutionnaire, suppression des libertés pour tous les contre-révolutionnaires ; sur toutes ces questions, nous n'avons rencontré aucune divergence. Nous nous sommes sentis profondément d'accord sur la base des thèses votées par les congrès de l'Internationale Communiste. Volontiers, ces camarades admettent que leur pensée d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de la nôtre que du vieux syndicalisme révolutionnaire imprégné d'anarchisme. Nous devons leur demander, dans l'intérêt de notre cause commune, de ne pas affirmer cette pensée nouvelle seulement dans des cercles restreints ou incidemment dans un article, mais de la poser clairement, hardiment, comme une base sur laquelle, eux et nous, pourrons nous appuyer pour aller plus loin dans la confrontation de notre pensée et pour discuter en bons camarades les problèmes de tactique que posent les relations entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes.

Nous sommes d'accord avec eux aussi et sans aucune espèce de réserves, pour affirmer que les relations entre le Parti Communiste et le syndicalisme révolutionnaire ne sauraient être la subordination de l'un à l'autre. Mais il ne suffit pas de proclamer l'autonomie organique du mouvement syndical à l'égard des partis politiques pour solutionner le problème. Que nos camarades le veuillent ou non, le Parti Communiste existe, qui s'efforce de devenir un parti révolutionnaire, qui a une presse puissante et une influence incontestable sur la masse ouvrière et sur des couches importantes de la petite paysannerie. Les syndicalistes ne peuvent ignorer ce Parti révolutionnaire. Tout révolutionnaire comprendra la nécessité de coordonner et d'unir aussi étroitement que possible toutes les forces révolutionnaires contre la bourgeoisie coalisée. Dans la *Vie Ouvrière*, à plusieurs reprises, les camarades syndicalistes ont affirmé cette nécessité pour eux de tenir compte du Parti Communiste. Dans la *Vie Ouvrière* (numéro 120, 19 août 1921), un article de Semard affirme entre autres :

« Le Parti Communiste n'est pas la propriété de quelques politiciens, c'est l'organisation dans laquelle sont groupés des milliers d'ouvriers et de paysans non syndiqués, qui ont secondé et secondent encore les syndicalistes dans leurs mouvements sociaux.

« Le syndicalisme se suffit à lui-même, mais il ne peut dédaigner les forces organisées susceptibles de l'aider dans l'œuvre de transformation

sociale ; il ne doit pas combattre le communisme, qui est un moyen d'émancipation, une étape vers une transformation plus profonde ; le combattre, c'est combattre la révolution. »

Dans le même numéro, Monatte lui-même, parlant de la Charte d'Amiens, après avoir déclaré « qu'elle ne répond pas » à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui, affirme :

« Depuis 1906, les situations respectives des syndicats et du Parti se sont modifiées. Nous avons une C. G. T. millerandiste et un Parti Communiste faisant effort pour devenir un parti révolutionnaire.

« ...Le syndicalisme pourra-t-il ignorer et faire fi des autres forces révolutionnaires ? C'est impossible. »

ROLE DU PARTI ET DES SYNDICATS DANS LA RÉVOLUTION

Ainsi donc, dans les milieux syndicalistes révolutionnaires, on compte avec l'existence du Parti Communiste, mais la confusion la plus absolue règne quant au rôle que peut et doit jouer le Parti Communiste dans la révolution sociale. Or, on ne peut solutionner la question des rapports entre syndicalistes et communistes que si l'on jette de la clarté sur ce point du débat. Beaucoup de syndicalistes communistes ont adhéré au Parti après le Congrès de Tours. Mais ils sont restés comme en marge de son organisation et de son action. C'est dans le milieu des syndicalistes appartenant au Parti que j'ai entendu les critiques les plus vives et les plus passionnées de l'activité du Parti. Ces camarades considèrent le Parti comme quelque chose d'étranger à eux, comme la propriété privée de quelques politiciens et de journalistes de profession. Ils ne sentent pas que le Parti, c'est eux, et que ses faiblesses sont le fruit de leurs faiblesses à eux. Pourquoi ont-ils adhéré au Parti s'ils ne voulaient pas prendre part à sa vie, s'ils ne voulaient pas employer toute leur influence à poursuivre l'épuration commencée à Tours et à accentuer son caractère révolutionnaire ? Dans une rencontre d'une trentaine de ces camarades, plusieurs ont répondu à cette question en affirmant qu'ils n'avaient adhéré au Parti que pour lui prouver leur sympathie au moment où il accomplissait son œuvre de redressement, ou dans le but d'étendre par lui la propagande révolutionnaire dans les milieux que le syndicalisme ne peut atteindre. Eux aussi, tout en adhérant au Parti, ignorent ou nient son rôle d'agent actif de la révolution. Cette tâche reste pour eux celle du syndicalisme révolutionnaire.

C'est bien là la situation dans laquelle se débat la pensée révolutionnaire de nos camarades syndicalistes. Ils ont conservé du vieux syndicalisme l'idée que le syndicalisme suffit à tout et, bien que tenant compte de l'existence d'un parti révolutionnaire, ils sont fort embarrassés de sa présence, ne savent quel rôle lui attribuer dans la lutte commune et le considèrent presque fatalement comme une espèce de concurrent contre lequel il faudra peut-être batailler.



Une manifestation à Pétrograd

EMULATIONS OU DISPUTES ?

La pensée de Monatte, qui perce de temps à autre dans ses articles et qu'il a affirmée encore dans nos conversations personnelles, c'est la vieille idée syndicaliste : une minorité révolutionnaire consciente, groupée en syndicats, entraîne la masse ouvrière à la lutte et la prépare à la révolution. Si le syndicalisme ne suffit pas à toute l'œuvre révolutionnaire, il doit chercher à développer ses organismes, à étendre son action pour y suffire le plus possible ; il doit tendre à y suffire complètement. Monatte se rend parfaitement compte que s'il veut être apte à réaliser toute l'œuvre révolutionnaire, le syndicalisme perdra son caractère corporatif, cessera de grouper les grandes masses prolétariennes en lutte pour des avantages économiques pour devenir de plus en plus un groupement d'affinités qui prendra de plus en plus le caractère d'un parti politique. C'est sans doute un parti politique spécial, se recrutant essentiellement parmi les travailleurs syndiqués et ayant comme principal terrain de propagande et d'action, le syndicat. Monatte admet volontiers que ce serait un parti politique, un groupement d'affinités. Mais, comme son programme ne différerait pas essentiellement du programme communiste, ce serait la formation d'un second Parti Communiste. Monatte pense que ce dualisme ne nuirait pas à l'action révolutionnaire et qu'entre les deux Partis Communistes s'établirait une espèce d'émulation toute profitable au développement révolutionnaire. Cette pensée ne résiste pas à la critique. La France n'est pas si riche en forces révolutionnaires et communistes pour pouvoir se payer le luxe d'avoir deux Partis Communistes qui feraient une espèce de concours de vitesse sur la piste révolutionnaire. Cette émulation dégènerait bien vite en luttes et en conflits douloureux auxquels la classe ouvrière ne comprendrait pas grand'chose. Comme l'âne de Buridan, elle serait la victime de l'existence de ces deux pôles d'attraction qui se disputeraient sa conquête.

Monatte se trompe du reste étrangement quand il affirme que l'union de tous les travailleurs se fera instinctivement et mécaniquement dans cette C. G. T. révolutionnaire communiste où *s'associeraient les tendances diverses*. Plus ce parti syndicaliste s'efforcera de préciser sa pensée et son programme révolutionnaire, plus il se préparera à accomplir toute l'œuvre révolutionnaire ; plus aussi les tendances opposées qui sont aujourd'hui dans les C. S. R. se heurteraient et violemment s'opposeraient. A elle seule, la question essentielle de la dictature du prolétariat a suffi à dresser les anarchistes et les syndicalistes purs. Et Monatte connaît trop la situation intérieure des C. S. R. pour se faire beaucoup d'illusions sur la tentative de réaliser ce nouveau Parti Communiste syndicaliste. Il est encore loin d'exister et, si même il avait vie, toute la question de ses rapports avec l'autre Parti Communiste resterait ouverte et non résolue, et le devoir de tous les révolutionnaires resterait la coordination de leurs efforts.

Monmousseau, dans les conversations que nous avons eues, l'a compris ; il admet que le Parti ait un rôle à jouer, tant dans la préparation révolutionnaire que dans la révolution elle-même. Il faudrait, selon lui, qu'il y eût une division du travail et que, tandis que les syndicalistes prépareraient le prolétariat à toute l'œuvre révolutionnaire, le Parti se contentât d'une propagande parmi les intellectuels et les paysans, que les syndicalistes ne peuvent atteindre, dans le but sinon de les entraîner à la révolution, du moins de les neutraliser dans la lutte. Dans l'œuvre révolutionnaire elle-même, Monmousseau pense que le Parti pourrait

fournir au gouvernement prolétarien les diplomates et les financiers du nouveau régime, parce que les syndicats ne pourraient fournir les éléments suffisamment préparés à ces besognes.

Il va sans dire que cette espèce de division du travail, accordant aux syndicats l'activité purement prolétarienne et n'attribuant au Parti que le travail parmi les classes moyennes et les petits paysans, ne saurait être une solution admissible pour nous. Le Parti deviendrait bien vite et fatalement un parti petit-bourgeois. Jamais un Parti Communiste ne pourrait admettre d'abandonner le travail dans les milieux prolétariens. Son œuvre de neutralisation et d'entrainement des petits paysans et des intellectuels n'aura une portée vraiment révolutionnaire que si elle est faite par un parti prolétarien sous le contrôle et l'inspiration constante du prolétariat des usines. Du reste, la division du travail présuppose une direction unique, une liaison entre les organismes qui collaborent à la même œuvre, et la question reste ouverte. Nous pensons que la seule, l'unique solution du problème est dans l'adhésion réelle et active de tous les syndicalistes communistes au Parti et dans l'abandon par eux de cette idée que le syndicaliste peut suffire à toute l'œuvre révolutionnaire.

DISCUTONS LARGEMENT

C'est la conclusion à laquelle, logiquement, a abouti Rosmer ; c'est celle qu'il discute avec ses vieux amis de la *Vie Ouvrière*. Nous n'ignorons pas que cette solution se heurte à une espèce de prévention instinctive contre tout ce qui est parti politique. Cette prévention provient sans doute largement de l'héritage de la vieille C. G. T. ; mais des révolutionnaires doivent être prêts à s'affranchir de tous les vieux préjugés, même lorsqu'ils viennent d'un passé cher et qu'ils sont entretenus par l'attitude actuelle du Parti Communiste. Car cette prévention provient aussi du fait que le Parti n'a pas, dans le courant de cette dernière année, justifié toutes les espérances qu'on avait mises en lui. Mais les syndicalistes communistes, au lieu de saisir ce prétexte pour en nourrir leurs vieux préjugés contre le Parti, devraient, au contraire, considérer que leur devoir de révolutionnaires est de faire de ce Parti neuf et jeune, de sa presse puissante et de son influence, un organe véritablement révolutionnaire, le groupe d'affinités où se rencontrent tous les communistes à côté de leurs syndicats professionnels autonomes, où ils rencontreraient et combattraient le réformisme et les diverses formes de l'anarchie.

Nos camarades de la *Vie Ouvrière*, que ces problèmes troublent certainement, ont pris l'habitude de se faire et de rester dans l'expectative. Avec eux, nous avons discuté longuement dans des conversations privées. Nous pensons que ces problèmes intéressent toute la classe ouvrière de France et non un cercle restreint de militants seulement ; c'est pourquoi nous engageons aujourd'hui la discussion publique et fraternelle avec eux, espérant qu'ils feront comme nous un effort pour préciser leur pensée et qu'ensemble, sincèrement et cordialement, nous arriverons à une solution d'où les préoccupations de chapelles seront bannies et qui profitera uniquement au développement du mouvement révolutionnaire en France.

Jules HUMBERT-DROZ.

Le Gérant : R. APERCE

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGEON, imprimeur.